

Burundi : Cinq ans de prison pour "fausses déclarations"

@rib News, 24/07/2012 â€“ Source AFPLa Cour anti-corruption du Burundi a condamné le président d'une association de lutte contre la corruption   cinq ans de prison pour    fausses d clarations  , ainsi qu'  de fortes amendes et dommages et intérêts, a-t-on appris de source judiciaire.Faustin Ndikumana, président de Parole et action pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités (Parcem), avait été arrêté sur plainte du ministre de la Justice, Pascal Barandagiye, le 7 février, pour    fausses déclarations et pour propos diffamatoires  , suite   une lettre qu'il lui avait adressée.

Selon une copie de la plainte, il affirmait dans ce courrier que pour obtenir un emploi   la magistrature, il fallait payer deux millions de francs burundais (1.122 euros) et que    le ministre de la Justice avait une part de responsabilité dans cet état de fait  .Relâché sous caution, M. Ndikumana comparaisait libre.   La Cour anti-corruption du Burundi a rendu son verdict aujourd'hui (mardi) contre Faustin Ndikumana et son organisation, le Parcem, qui ont été tous deux condamnés pour fausses d clarations  , a annoncé Léandre Brampahije, porte-parole de la Cour anti-corruption.   Ndikumana a été condamné   une servitude p onale de 5 ans et   une amende de 500.000 Fbu (280 euros), Parcem   millions (2.800 euros) d'amendes et les deux doivent payer solidairement 10 millions (5.600 euros) de dommages et intérêts   Pascal Barandagiye  , a-t-il poursuivi.L'avocat de M. Ndikumana a déjà annoncé son intention de faire appel.   Cette condamnation est une honte, le Burundi est un monde   l'envers où l'on condamne les dénonciateurs au lieu de mettre en prison les corrompus qui sont désormais plus forts que l'Etat  , a réagi Gabriel Rufyiri, président de la principale organisation de lutte contre la corruption au Burundi.   C'est une première car on n'avait jamais condamné pour un tel motif un activiste de la société civile, cela signifie que le pouvoir veut nous faire peur, veut nous réduire au silence  , a-t-il déploré.Le Burundi est considéré comme l'un des pays les plus corrompus du monde, notamment par l'organisation Transparency International. De nombreux représentants de la société civile ont déjà connu la prison et sont r gulierement menacés de mort.